

CountrySide

European Landowners' Organization

N° 215

JANVIER-FÉVRIER 2025 - BIMENSUEL- FR

**ELO organise une conférence
sur l'avenir des paiements directs
dans le cadre de la PAC**



Editorial

Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général

Tables des matières

- 3 ELO organise une conférence sur l'avenir des paiements directs dans le cadre de la PAC

- 6 Contribution initiale d'ELO au dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture dans l'UE

- 9 ForumforAg reconferme l'appel à l'action dans sa soumission au Commissaire HANSEN sur la vision de l'agriculture européenne

- 10 L'intergroupe « Biodiversité, chasse, campagne » démarre avec un fort soutien

- 11 Transformer la conservation passive de la nature en une gestion active : conversation avec Pille LIGI

- 12 Politiques et bonnes pratiques dans la sylviculture des tourbières - exemple finlandais

- 13 Accord UE-Mercosur : Ne Rêve Pas Que Ce Soit Fini

- 14 Livre - Le Déméter 2025

- 15 Futur cadre financier pluriannuel de l'UE lettre conjointe de la chaîne agroalimentaire

Si quelqu'un avait des doutes sur ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui, le train qui s'ébranle dans le Bureau Ovalé devrait le montrer clairement. Nous avons besoin d'un leadership fort en Europe et de nous tenir debout. Il n'y a plus de place pour les débats stériles sur des questions absurdes.

Malheureusement le 'Green Deal', quelques soient ses bonnes intentions, a avant tout généré une grande confusion et le sentiment que les décisions ont été prises sans préoccupation du bien-être de la population et au nom du principe que devant l'urgence climatique il ne fallait pas perdre de temps à discuter.

Le sentiment que les mesures prises en son nom manquent de sens, comme l'évoquent de nombreuses voix reconnues telle celle de Jean Marc JANCOVICI, explique la montée d'un populisme porteur de mauvais gènes.

Pire, s'ajoute à cette perception que les opportunistes du 'Green Deal' et les 'greenwashers' se sont empressés de tirer avantage des illusions portées et n'ont fait qu'accentuer le trait. Aujourd'hui nous nous voyons adressés de vraies questions auxquelles le 'Green Deal' a répondu par une décroissance qui nous paupérise tous, le disqualifiant s'il n'est pas urgemment corrigé.

Ne pas opérer ces corrections est accepter que le monde rural ne soutienne pas nos gouvernements au moment où ils en ont le plus besoin pour faire face au défi existentiel qui se présente à nous !

Il y a urgence à améliorer la situation.



ELO organise une conférence sur l'avenir des paiements directs dans le cadre de la PAC

Alors que la DG AGRI s'apprête à dévoiler sa Vision pour l'agriculture et l'alimentation, ELO et le Comité économique et social européen (CESE) ont organisé une conférence de haut niveau le 6 février dernier, afin de débattre de l'avenir des paiements directs et de la réforme de la PAC. Avec la participation du commissaire Christophe HANSEN, du député européen Paulo DO NASCIMENTO, de Stoyan TCHOUKANOV, du professeur Alan MATTHEWS, de Tassos HANIOTIS et d'autres experts, l'événement a exploré les moyens de rendre la PAC plus ciblée, plus résiliente et plus efficace au cours de la prochaine période de financement.

Wallerand VAN OUTRYVE D'YDEWALLE, ELO



De la part du commissaire : renforcer les revenus et le pouvoir de marché des agriculteurs

Jurgen TACK, secrétaire général d'ELO, a ouvert l'événement en évoquant les années turbulentes que les agriculteurs et les gestionnaires terriens ont traversées en s'adaptant aux nouvelles règles de la PAC et aux pressions du marché. Il a souligné la nécessité d'une PAC plus simple et plus ciblée, équilibrant les objectifs économiques, environnementaux et sociaux. Il a souligné l'importance des paiements directs en tant que pierre angulaire de la politique, mais a appelé à une approche repensée pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins d'un paysage agricole en évolution rapide.

Dans un message vidéo adressé au public, le commissaire Christophe HANSEN a tout d'abord souligné la nécessité de renforcer les revenus agricoles, d'accélérer le renouvellement des générations et d'améliorer la durabilité de l'agriculture européenne. Il a réaffirmé le rôle central des paiements directs dans la stabilisation des revenus, mais a reconnu leurs limites actuelles en matière d'efficacité redistributive, soulignant la nécessité d'un modèle de soutien plus précis et axé sur l'impact pour la période postérieure à 2027. Le commissaire HANSEN a ensuite établi un lien entre la compétitivité de l'agriculture et l'ensemble du « Competitiveness Compass » et a plaidé en faveur d'investissements ciblés dans l'innovation, la résilience des marchés et

l'esprit d'entreprise. S'agissant de l'exposition du secteur aux risques climatiques, le commissaire a souligné l'importance d'aligner les instruments de la PAC sur les transitions en matière de durabilité tout en garantissant la sécurité alimentaire et la répartition équitable de la valeur tout au long de la chaîne alimentaire. Il a également évoqué les récentes révisions du règlement relatif à l'organisation commune des marchés dans le cadre d'un effort plus large visant à renforcer le pouvoir de négociation des agriculteurs et à corriger les disparités structurelles, réaffirmant l'engagement de la Commission en faveur d'une PAC à la fois simplifiée et plus en phase avec les réalités de l'ensemble du secteur.

Repenser la PAC pour une agriculture résiliente

Paulo DO NASCIMENTO, député européen portugais et membre du comité de l'agriculture et du développement rural, a souligné le rôle central des paiements directs dans la PAC, en insistant sur leur fonction dans la stabilisation des revenus agricoles, la sauvegarde de la sécurité alimentaire et la promotion de la durabilité environnementale. Cependant, il a averti que les disparités dans les niveaux de dépendance entre les États membres et la diminution des budgets de la PAC nécessitent une approche plus ciblée et stratégique. L'eurodéputé a souligné que le budget de la PAC, autrefois le plus important de l'UE, est désormais dépassé par la politique de cohésion, ce

qui, selon lui, soulève des inquiétudes quant à son rôle futur dans l'agriculture européenne. Reconnaisant la résistance croissante du public à la hausse des prix des denrées alimentaires, il a rappelé aux participants que les paiements directs permettent de maintenir les denrées alimentaires à un niveau abordable, mais que malgré cela, l'UE a perdu 37 % de ses exploitations agricoles au cours des dernières années. M. DO NASCIMENTO a appelé à un lien plus fort entre l'agriculture et la politique de sécurité et a suggéré que les fonds du budget de sécurité et de défense de l'UE soient alloués à la sécurité alimentaire, soulignant l'idée qu'une Europe incapable de se nourrir elle-même ne peut prétendre à une véritable souveraineté. Pour l'avenir, il a souligné trois priorités clés pour la réforme : mieux cibler les petites et moyennes exploitations agricoles, maintenir un soutien couplé pour les secteurs vulnérables et tirer parti de l'innovation et de la numérisation pour stimuler la modernisation de l'agriculture.

Adapter les paiements directs à un paysage agricole en mutation

Stoyan TCHOUKANOV, membre du CESE et agriculteur, a tout d'abord saisi l'occasion de souligner la nécessité urgente de repenser le rôle des paiements directs dans un paysage agricole en constante évolution. Il a souligné que le changement climatique, les pressions économiques et l'exode rural sont en train de remodeler le secteur, ce qui nécessite une réorientation des instruments de la PAC vers la résilience et l'adaptation. Avec 6 400 exploitations agricoles qui disparaissent chaque semaine, il a fait valoir que les politiques de maintien du statu quo ne sont plus viables et a appelé à des mécanismes de soutien plus solides qui tiennent compte de la volatilité du marché et des risques environnementaux. M. TCHOUKANOV a souligné que les paiements directs devraient mieux refléter les véritables défis auxquels les agriculteurs sont confrontés, notamment l'augmentation des perturbations liées au climat, telles que les sécheresses et les incendies de forêt. Il a également souligné la nécessité d'une certaine souplesse réglementaire et a fait remarquer que certaines règles de la PAC, telles que celles qui limitent le couvert végétal sur les pâturages, ne sont pas toujours adaptées aux réalités de l'agriculture durable. Pour l'avenir, il

a appelé à une utilisation plus stratégique des paiements directs, en veillant à ce qu'ils soutiennent l'adaptation au climat, la résilience du marché et la durabilité à long terme plutôt que de servir simplement d'outils de stabilisation des revenus.

Repenser la PAC pour soutenir les agriculteurs et le développement durable

Le professeur Alan MATTHEWS s'est d'abord penché sur l'efficacité des paiements directs dans le cadre de la PAC. Tout en reconnaissant leur rôle dans la stabilisation des revenus agricoles, il affirme que le système actuel profite souvent aux grandes exploitations qui n'ont pas nécessairement besoin d'une aide au revenu, tout en ne ciblant pas les fonds là où ils pourraient avoir le plus d'impact. Alors que les petites exploitations disparaissent à un rythme alarmant, il s'est demandé si la simple augmentation des paiements était la bonne solution, suggérant que le soutien devrait se concentrer sur l'aide à la transition des agriculteurs vers des pratiques plus durables et plus compétitives. Alan MATTHEWS a proposé de plafonner les paiements aux grandes exploitations et de réorienter les fonds vers des mesures environnementales, en veillant à ce que les ressources de la PAC contribuent à la résilience climatique et à la viabilité à long terme plutôt qu'à la simple stabilisation des revenus. Il a également souligné la nécessité d'une politique stable, mettant en garde contre des changements fréquents de la PAC. Il a plutôt plaidé pour de petits ajustements qui amélioreraient l'efficacité et produiraient de meilleurs résultats.

La santé des sols, colonne vertébrale de la réforme de la PAC

Tassos HANIOTIS, ancien directeur à la Commission européenne et conseiller du ForumforAg, a plaidé avec force en faveur d'un changement fondamental de l'approche de la PAC en matière de paiements directs. Plutôt que de maintenir le système actuel, il a proposé de lier le soutien directement à la santé des sols, arguant que les objectifs économiques et environnementaux doivent aller de pair. Il a critiqué la tendance à séparer la productivité et la durabilité, soulignant que les deux sont essentielles pour la viabilité à long terme de l'agriculture européenne. M. HANIOTIS a plaidé en faveur d'un modèle fondé sur la performance, avec des contrats pluriannuels, récompensant les agriculteurs pour les améliorations mesurables de la qualité des sols, plutôt que de maintenir des paiements rigides fondés sur la superficie. Il a insisté sur le fait que la simplification des politiques doit se concentrer sur les résultats, et pas seulement sur la réduction de la paperasserie, et a mis en garde contre les solutions politiques à court terme qui négligent la résilience à long terme de l'agriculture. Sa proposition s'aligne sur la reconnaissance croissante du fait que la santé des sols est au cœur de la sécurité alimentaire, de la résilience climatique et de la productivité durable - une orientation qui, selon lui, devrait être pleinement adoptée par la PAC.



Soutenir l'agriculture régénératrice

Meghan SAPP, de l'Alliance européenne pour l'agriculture régénératrice, a souligné le rôle de l'agriculture régénératrice dans la résolution des problèmes environnementaux et économiques. Elle a insisté sur la nécessité d'une transition dans les paiements directs pour soutenir les pratiques qui améliorent la santé des sols, la biodiversité et la séquestration du carbone. Elle a souligné l'importance de l'apprentissage entre pairs et de l'échange de connaissances, affirmant que les agriculteurs doivent travailler ensemble pour s'adapter aux changements environnementaux et développer des systèmes agroalimentaires résilients. Elle a également souligné que si les petites exploitations ont souvent des difficultés financières, les pratiques régénératrices peuvent accroître la rentabilité en réduisant les coûts et en améliorant la santé des sols.

Équilibrer les paiements directs avec la simplification et la réforme structurelle

Rudolf MÖGELE, ancien directeur général adjoint de la DG AGRI et professeur honoraire à l'université de Würzburg, a apporté une perspective pragmatique à la discussion, en soulignant les contraintes budgétaires, l'ajustement structurel et la nécessité d'une véritable simplification. Le professeur MÖGELE a souligné que l'avenir des paiements directs doit s'aligner sur des objectifs très clairs et a mis en garde contre les politiques qui ralentissent les changements structurels nécessaires dans le système agricole européen. Il s'est prononcé en faveur d'un meilleur ciblage des fonds, sans se contenter de transférer les paiements des grandes aux petites exploitations, mais en veillant également à ce qu'ils soutiennent la résilience et la compétitivité à long terme. Il s'est également interrogé sur la nécessité de séparer les aides au revenu et les mesures environnementales, suggérant que le transfert des incitations vertes vers le deuxième pilier

pourrait restructurer la politique et réduire la complexité administrative. En ce qui concerne la simplification, le professeur MÖGELE s'est appuyé sur sa vaste expérience de la politique européenne pour affirmer qu'une véritable réforme ne consiste pas à supprimer des règles pour des raisons de commodité politique, mais à rendre la PAC plus transparente et plus fonctionnelle à la fois pour les agriculteurs et pour les administrations nationales. Il a souligné qu'en l'absence de changements structurels, les paiements directs risquent de perdre à la fois leur efficacité économique et leur légitimité publique.

La nécessité d'indicateurs basés sur les résultats

Théo PAQUET a rappelé l'importance des indicateurs de résultats dans la réforme de la PAC. Il a affirmé que les paiements actuels ne récompensent pas suffisamment les améliorations environnementales et a souligné l'importance des contrats pluriannuels pour soutenir les pratiques agricoles durables. M. PAQUET a également souligné la diversité des exploitations agricoles européennes, notant que si le sol est un indicateur clé pour certaines d'entre elles, la pollution de l'eau et d'autres facteurs environnementaux devraient être pris en compte pour les secteurs agricoles plus intensifs tels que la production animale. Enfin, il a insisté sur la nécessité de mettre en place des politiques à plus long terme qui permettent aux exploitations de s'adapter à des pratiques durables au fil du temps. Dans l'ensemble, les discussions qui ont eu lieu au CESE ont clairement montré que si les paiements directs restent essentiels, leur structure doit évoluer pour refléter les nouvelles réalités agricoles et environnementales. Qu'il s'agisse d'indicateurs basés sur les sols, de contrats pluriannuels ou d'un passage à des incitations basées sur les performances, la PAC doit garantir que l'agriculture européenne reste à la fois compétitive et durable.



JOHN DEERE

NOTHING RUNS LIKE A DEERE



JOHN DEERE
OPERATIONS CENTER™



AGRICULTURE DURABLE

AXÉE SUR LA TECHNOLOGIE



Home



Map

Settings

FARM SMART, PROFIT MORE

Entrez dans le futur de l'agriculture durable avec notre gamme complète d'agriculture de précision. La modulation intraparcellaire et les autres solutions technologiques permettent aux exploitations agricoles d'être plus efficaces, rentables et durables.

Vous pourrez prendre rapidement des décisions plus intelligentes basées sur des données réelles pour optimiser efficacement l'utilisation de vos ressources, améliorer la santé des sols tout en augmentant le potentiel de rendements de vos parcelles.

Contactez dès maintenant votre concessionnaire John Deere, des experts sont prêts à vous aider !



**DECOUVREZ CE QUE LES
SOLUTIONS JOHN DEERE
PRECISION AG
TECHNOLOGY PEUVENT
FAIRE POUR VOUS**

Contribution initiale d'ELO au dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture dans l'UE

Suite à la réunion de lancement du « Dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture », cet article résume le document offrant une première réflexion sur le « point de départ » en ce qui concerne la transition vers un système alimentaire plus durable et résilient et une introduction à une « vision » potentielle pour un futur système alimentaire de l'UE.

1. Les points de départ :

Le changement climatique est le principal défi

Si les défis géopolitiques sont de plus en plus visibles, le changement climatique est le principal défi auquel nous sommes confrontés. Le changement climatique modifie nos systèmes naturels complexes et y ajoute de l'incertitude. Il entraîne des phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus imprévisibles, une désertification accélérée de vastes régions du monde, des incendies gigantesques et une perte de biodiversité, qui contribuent à une boucle de rétroaction du changement climatique qui se renforce d'elle-même. Les technologies de l'information se traduisent par des sécheresses prolongées, des précipitations plus irrégulières et des événements extrêmes plus fréquents (tempêtes, inondations, gelées, grêle, parasites et maladies) et leurs effets sur le bien-être des animaux, les écosystèmes, les processus et les cycles naturels. La disponibilité de l'eau, sa gestion, son stockage et sa qualité constituent déjà une préoccupation majeure pour l'agriculture dans de nombreuses régions de l'UE. Le changement climatique incontrôlé intensifie ces défis, ce qui rend plus urgent de se concentrer sur l'atténuation des impacts de ces événements de manière stratégique et de se préparer à la nouvelle normalité, qui comprend la gestion de la vulnérabilité accrue de nos systèmes alimentaires.

Nécessité d'accroître la résilience alimentaire

Les tensions géopolitiques augmentent le risque d'insécurité alimentaire car elles ont un impact sur la disponibilité et l'accessibilité financière des denrées alimentaires, mais aussi sur les intrants nécessaires à leur production. Les événements récents ont montré la nécessité de disposer d'un niveau élevé d'accès à une production alimentaire européenne abordable. Dans le même temps, il devient de plus en plus important de conserver notre position de leader dans le commerce agroalimentaire mondial, car le commerce amortit l'effet des événements qui perturbent la production agricole et la disponibilité des denrées alimentaires, en particulier dans les systèmes commerciaux multipolaires. En fait, ces dernières années

nous ont montré qu'il est important de ne pas être trop dépendant d'un petit nombre d'acteurs, qu'il est important de considérer que la sécurité alimentaire est liée à des considérations de sécurité plus larges et qu'elle permet de promouvoir des actions durables à l'échelle mondiale.

Ce qui n'est pas durable ne peut durer

Les pressions exercées par la population et la croissance économique, dans le cadre d'un modèle économique qui ne tient pas correctement compte des externalités, ont eu pour conséquence que nos ressources naturelles (sol, eau, air pur et habitats) ont été mal utilisées sur une longue période. Le changement climatique accentue ce défi. Nos systèmes de consommation et de production ne sont pas viables d'un point de vue environnemental et une transition vers un nouveau système est nécessaire. Cependant, alors que l'on demande à nos secteurs terrestres d'assumer la majeure partie des efforts, il est essentiel d'envisager les défis et les solutions dans le cadre d'une approche plus intégrée, qui englobe le système alimentaire européen tout en le dépassant. Il existe une tendance à tenter de remédier au manque actuel de prise en compte des externalités dans nos économies mondiales uniquement dans le secteur agricole de l'UE, en épuisant la PAC à cette fin, plutôt que d'essayer de créer des marchés extérieurs qui mobilisent d'autres secteurs et peuvent aller au-delà des frontières de l'UE. L'intégration de la comptabilité des externalités dans nos modèles économiques est un bon début, et plusieurs mesures sont prises dans ce sens. Il faut également s'attendre à une action plus rapide de la part des processus plus linéaires, tels que la lutte contre le gaspillage alimentaire généralisé et l'élimination progressive des combustibles fossiles de nos chaînes de production. Il est plus complexe de s'attaquer aux processus basés sur la nature, qui reposent sur le bon fonctionnement des processus écosystémiques (cycle de l'eau, cycle des nutriments...), et pour lesquels nous ne pouvons pas comprendre le problème en nous contentant d'en examiner les parties.

Mauvaise intégration de l'environnement et de l'économie

Il est d'usage de dire que la durabilité d'un système exige une attention équilibrée aux

considérations économiques, environnementales et sociales. Pourtant, dans notre secteur, les différentes parties prenantes se concentrent invariablement sur l'un ou l'autre de ces aspects. Les écologistes affirment que les impacts du système alimentaire sur le climat, la perte de biodiversité et la pollution constituent la plus grande menace pour la sécurité alimentaire à long terme.

Les agriculteurs estiment que la plus grande menace pour la sécurité alimentaire est l'agriculture marginale et non rentable, qui entraîne une dépendance vis-à-vis des subventions publiques, le désintérêt des générations futures pour le secteur et des difficultés à intégrer les préoccupations environnementales dans leurs décisions commerciales. Les deux points de vue ont leur raison d'être et sont liés. Toutefois, il n'est pas facile de corriger les défaillances et les imperfections du marché omniprésentes dans nos modèles économiques qui ne récompensent pas la fourniture de biens publics. Plusieurs questions doivent être abordées pour mieux comprendre l'interaction entre l'économie et l'environnement. Il n'y a pas de consensus sur la manière d'intégrer les externalités dans les différentes chaînes de valeur, notamment dans la chaîne alimentaire, et de tenir compte du prix réel de ce que nous consommons. Il faut améliorer non seulement les modèles, mais aussi les données. Dans la plupart des travaux analytiques basés sur l'approche des systèmes alimentaires, l'économie est soit absente, soit grossièrement supposée, et les données environnementales doivent être collectées et harmonisées. Les modèles biophysiques doivent intégrer l'économie dans leur structure et les modèles économiques doivent mieux donner la priorité à l'environnement. Par ailleurs, s'il existe de nombreuses données de base permettant d'évaluer l'offre agricole, le reste de la chaîne alimentaire demeure une boîte noire. Cela contribue à un débat polarisé et mal structuré.

Sentiment anti-productiviste

Un grand nombre de propositions politiques actuelles découlant des stratégies « De la ferme à la table » et « Pour la biodiversité » préconisent à la fois la désintensification de la production et la modification de l'utilisation des sols en retirant des terres de la



production, sans vraiment se soucier des conséquences de la pression combinée. Une grande partie de la réflexion sous-entend l'acceptation de prix alimentaires plus élevés par les consommateurs et le transfert de valeur à ceux à qui l'on demande d'en faire plus pour l'environnement, ce qui est très optimiste.

En outre, ces dernières années, la productivité agricole a augmenté à un rythme plus lent que dans les autres pays de l'OCDE, tandis que les performances du secteur en matière de durabilité environnementale ne se sont pas améliorées conformément aux attentes. La croissance de la productivité est essentiellement due à l'exode de la main-d'œuvre, et moins à la recherche ou à l'innovation. Cette situation est particulièrement problématique par rapport aux principaux concurrents. Le potentiel d'augmentation durable de la productivité ne doit pas être négligé, et de nombreuses bonnes pratiques le démontrent.

Limites structurelles

L'Europe est un continent fortement urbanisé, avec une longue histoire qui a des répercussions sur ses paysages ruraux et ses structures agricoles, ce qui la rend très différente des autres régions du monde, y compris de leurs principaux homologues occidentaux. Le dernier recensement agricole confirme que près des deux tiers des exploitations agricoles de l'UE ont une superficie inférieure à cinq hectares et qu'il existe un très grand nombre d'exploitations de semi-subsistance. En outre, les chaînes d'approvisionnement alimentaire sont complexes et les agriculteurs se retrouvent coincés entre des acteurs beaucoup plus importants, qui ne sont pas aussi réglementés et dépendants des subventions, et donc moins sensibles à l'ingérence politique directe

et aux réglementations. Tous ces aspects contribuent à la faible rentabilité de l'agriculture par rapport à d'autres secteurs. Bien qu'il existe un aspect social et culturel qui ne peut être ignoré, nous devons accorder plus d'attention à la viabilité du secteur lors de l'élaboration des politiques.

Par ailleurs, même si la superficie des terres agricoles est restée relativement stable, la demande de terres est appelée à augmenter, de même que les pressions liées à leur dégradation. Il est donc essentiel d'avoir une perspective multifonctionnelle de l'utilisation des terres en Europe.

Polarisation du débat

Il est généralement admis qu'il n'existe pas de correction unique ou simple susceptible de redresser rapidement la situation. Pourtant,

il est de bon ton de suggérer que le système doit subir une transition qui pourrait prendre deux ou trois décennies pour se mettre en place et se stabiliser. Malheureusement, s'il existe suffisamment de preuves de la nécessité d'agir pour modifier le système dans le sens de la durabilité, les principaux éléments et orientations de la transition requise font l'objet de profonds désaccords.

En outre, le langage entourant les défaillances du système alimentaire actuel est entièrement négatif et peut être profondément décourageant pour ceux qui s'efforcent de vivre de la terre - ce qui est généralement une activité risquée et à faible marge. Les retombées du « Green Deal » : si les objectifs généraux de décarbonisation et de croissance verte du « Green Deal » sont louables, pour l'agriculture de l'UE et d'autres secteurs basés sur la terre, l'accord a implicitement soutenu l'évolution vers une agriculture moins intensive et davantage de terres retirées de la production, en particulier par le biais de ses stratégies « de la ferme à la table » et de biodiversité. Celles-ci ont suivi une approche de fixation d'objectifs (sur les surfaces biologiques, les réductions de pesticides, les engrais, les zones protégées, les zones de restauration...) sans grande réflexion sur leur mise en œuvre et leurs conséquences globales, comme l'a démontré le manque d'analyses d'impact convaincantes et de réactions générales.

L'actuelle Commission européenne a négligé une véritable participation des parties prenantes à la campagne européenne : agriculteurs, forestiers, propriétaires terriens, ... Ce n'est qu'après le vote négatif de la loi sur la restauration de la nature au Parlement européen que les décideurs politiques ont pris conscience de la nécessité de discuter avec d'autres parties prenantes directement impliquées. Soudain, tous ces groupes de parties prenantes ont été invités par le commissaire Timmermans, qui écoutait mais n'avait pas la volonté de discuter réellement

Let's increase our food supply
without
reducing theirs

the
good
growth
plan

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com

syngenta

des problèmes, accusant les groupes de parties prenantes de ne pas vouloir examiner les preuves scientifiques. Tout au long de cette période, les frustrations de nombreux acteurs du monde rural se sont accrues.

La complexité de la PAC : même si la nouvelle PAC réformée n'est entrée en vigueur que l'année dernière, le débat général sur la PAC est constant, généralement négatif, et

avec un grand nombre de voix différentes, d'intérêts différents et d'implications différentes. Il s'agit d'une situation compréhensible, en raison de la vaste histoire d'une politique majeure qui régit directement le secteur agricole dans tous les pays de l'UE, avec tous leurs défis et leurs différences, définissant des règles qui doivent s'adapter à tous les types d'agriculture, aux méthodes de production, aux écosystèmes, à la dyna-

mique rurale et aux attentes qui ont été introduites au fil du temps. En outre, ces fonds représentent toujours une part importante d'un petit budget, ce qui suscite l'envie de subventions parmi les autres politiques de l'UE, même si le secteur agricole reste le seul secteur économique à être entièrement réglementé au niveau de l'UE. Malgré ses problèmes, la PAC reste le meilleur outil à la disposition des agriculteurs.

2. La « vision » d'un futur système alimentaire européen : faits marquants

- Nous avons atteint la neutralité carbone ;
- Nous faisons partie d'un ordre international fonctionnel fondé sur des règles qui intègre les externalités comptables dans leurs modèles économiques et leur législation. Nous vivons dans les limites de notre planète ;
- Malgré une variabilité accrue de la production, les besoins et les attentes des consommateurs sont satisfaits. Les attentes sont centrées sur des régimes alimentaires équilibrés et sains ;
- L'UE est en mesure de produire une plus grande partie des aliments abordables et de haute qualité nécessaires à sa population ;
- L'UE continue d'occuper une position commerciale de premier plan au sein d'un système commercial multipolaire et les accords commerciaux comportent un chapitre environnemental respecté ;
- L'UE a été en mesure d'intégrer des innovations avancées dans le processus de production agricole : gestion de l'eau, génétique, bio contrôle, robotique, surveillance...
- Les connaissances et l'innovation technologique sont facilement accessibles aux agriculteurs et aux gestionnaires terriens qui disposent d'une autonomie et d'une capacité d'innovation ;
- La bioéconomie est beaucoup plus développée, en raison de l'abandon progressif des combustibles fossiles. Les secteurs basés sur la terre fournissent des aliments et des matières premières grâce à une meilleure utilisation des terres, à l'augmentation de la productivité et à une meilleure intégration dans d'autres chaînes de valeur
- Il n'y a plus de gaspillage. Tous les sous-produits d'un secteur sont utilisés dans d'autres ;
- Les chaînes de valeur sont plus équitables et transparentes ;
- Nous avons beaucoup plus de connaissances et de contrôle sur nos cycles naturels. Les connaissances sont disponibles pour les gestionnaires des terres, y compris pour les actions de préparation qui sont adéquatement reconnues. La dégradation des terres se réduit ;
- Les marchés des biens publics / services écosystémiques sont beaucoup plus développés ;
- Les approches collaboratives privées pour l'adaptation au changement climatique sont facilitées et soutenues ;
- Les entreprises rurales ont la capacité d'être résilientes, adaptatives et attrayantes pour les autres. La stabilité réglementaire et le respect des droits de propriété jouent un rôle important dans leur viabilité.

Soil Award
The Land and Soil Management Award

APPLY NOW
2025 EDITION

PRIZE
5,000 €, awarded to the winning project.
The Jury can also award a Diploma of Recognition.

WHO CAN APPLY
Farmers, landowners, land managers, groups of farmers, on their own or in collaboration with research institutes, universities and/or private companies.

HOW TO APPLY
Via e-mail to the Award Coordinator at emmanuelle.mikosz@elo.org

DEADLINE January 31, 2025

SCAN ME!

Logos: BOU, European Commission, JRC, ELO, KU LEUVEN, University of Jyväskylä, syngenta

ForumforAg reconfirme l'appel à l'action dans sa soumission au Commissaire HANSEN sur la vision de l'agriculture européenne

Dans sa lettre au nouveau Commissaire européen à l'agriculture Christophe HANSEN, Janez POTOČNIK a adressé ses félicitations au nouveau Commissaire pour sa nomination, a reconfirmé l'engagement du Forum à son appel à l'action (CTA), publié pour la première fois en mars 2023, et a apporté une contribution substantielle à l'élaboration de la vision de l'agriculture en Europe.



La lettre met en évidence les principaux défis et opportunités qui se présenteront au cours des cinq prochaines années pour rendre le système alimentaire européen plus résilient, compétitif, durable, intelligent face au climat et respectueux de la nature. Elle précise également que le Forum est prêt à collaborer avec le commissaire et à le soutenir dans l'élaboration de sa nouvelle vision de l'agriculture.

Plusieurs domaines d'importance pour le Forum ont été soulevés dans la lettre, ainsi que son point de vue sur chacun d'entre eux :

1. Risques pour le système alimentaire européen : bien que l'Europe ne soit pas confrontée à un problème de sécurité alimentaire au sens où l'entendent certaines autres régions, le système agroalimentaire est confronté à des risques très graves, tels que l'accès à des aliments sains et abordables, la perte de biodiversité et le changement climatique.

2. Besoins des agriculteurs et des gestionnaires des terres et des forêts : les agriculteurs et les gestionnaires des terres et des forêts doivent avoir accès au financement pour réduire les risques liés à la transition de l'agriculture, aux meilleurs conseils et informations, et à l'innovation en matière de pratiques et de technologies. « *Ils doivent être en mesure de tirer parti des nouvelles possibilités de créer ou de capturer de la valeur [...] selon des modalités inclusives, équitables et attrayantes, en particulier pour les jeunes agriculteurs, et qui valorisent à la fois les denrées alimentaires et les services écosystémiques* ».

3. Un système commun d'évaluation des performances : l'Europe a besoin d'un système d'étalonnage commun qui permette de concentrer les efforts collectifs sur les priorités et les résultats clés, en s'appuyant sur un suivi, une mesure et un rapport solides, ainsi que sur une vérification indépendante des résultats. Les critères de référence devraient se concentrer sur l'amélioration significative des résultats environnementaux concernant les sols, l'eau, les émissions de gaz à effet de serre et la biodiversité. Ils doivent également porter sur la croissance des revenus, la viabilité et la compétitivité des agriculteurs de toutes tailles et de leurs entreprises,

en particulier des jeunes agriculteurs, et la prospérité rurale.

4. Un cadre politique cohérent : les politiques doivent être cohérentes, éviter les objectifs contradictoires et incompatibles, et s'inscrire dans une perspective à long terme afin d'obtenir les résultats souhaités. Trop souvent, nous avons vu différents instruments de financement, législations et réglementations entrer en conflit les uns avec les autres, ce qui a créé de la confusion. La charge d'interpréter, de gérer et de répondre à tout cela incombe aux agriculteurs et aux gestionnaires des terres (et, pour être juste, aux autorités des États membres), ce qui engendre de la frustration et peut empêcher d'atteindre les objectifs globaux.

Une approche systémique du financement de la transition

Outre ce qui précède, la lettre souligne clairement la nécessité et l'importance d'une approche systémique du financement de la transition :

Le recalibrage et l'innovation dans l'utilisation de l'argent public - la réforme et l'alignement de la PAC pour mieux prendre en compte les complexités du système agroalimentaire et s'assurer qu'elle est bénéfique pour l'environnement et le climat en fournissant les bonnes incitations et en évitant les distorsions perverses. Cela devrait également signifier qu'il faut aller de l'avant avec le Fonds pour la transition juste et la restauration de la nature dans le secteur agroalimentaire. Cela implique également l'utilisation innovante de mesures fiscales, telles que des ajustements de la fiscalité et une meilleure utilisation ou adaptation des règles comptables des entreprises, afin de mieux encourager les pratiques durables au profit des agriculteurs, des gestionnaires des terres et des sylviculteurs.

Débloquer des incitations privées - garantir des primes pour les cultures et le bétail produits de manière durable ainsi que le déploiement de solutions basées sur la nature, de même que des paiements pour les services écosystémiques tels que la séquestration du carbone, l'amélioration de la santé des sols, la gestion de la qualité de l'eau, la conservation et la restauration de la biodi-

versité - constitue une partie essentielle du mélange financier. En effet, il est de plus en plus évident que les acteurs de la chaîne de valeur agroalimentaire et au-delà se tournent plus fréquemment vers les marchés naturels émergents pour inciter les agriculteurs et les gestionnaires des terres à adopter des pratiques visant à atteindre leurs objectifs en matière de climat, de reconstitution des ressources en eau ou de restauration de la biodiversité dans les zones proches de leurs développements/activités.

Mobilisation et réduction des risques financiers - selon certaines estimations, les institutions financières privées pourraient fournir plus de 7 000 milliards d'euros de financement vert annuel d'ici à 2050, et le secteur agroalimentaire est bien placé pour y avoir accès. Le secteur agroalimentaire est bien placé pour y accéder. Nous devons certainement tout mettre en œuvre pour qu'il en soit ainsi. L'utilisation de données précises sur la gestion des exploitations agricoles, issues des technologies émergentes et alignées sur les résultats de l'analyse comparative, peut jouer un rôle à cet égard en démontrant aux institutions financières que la durabilité est rentable. Ce faisant, ces données sont monnayables car elles permettent aux agriculteurs et aux gestionnaires des terres de les utiliser pour accéder au capital financier privé et aux assurances à des taux réduits, soutenant ainsi leurs efforts en matière de durabilité.

Dans sa lettre, M. POTOČNIK a réaffirmé dans le CTA du Forum contenant sept engagements spécifiques pour le changement, initialement publié en mars 2023. Les engagements comprennent l'élargissement de l'agriculture régénératrice et la restauration de la nature, le positionnement de l'agriculture en tant que solution climatique, l'alignement des incitations publiques et privées, et l'intégration de la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement et le commerce agroalimentaire mondial.

La version intégrale de la lettre et des informations complémentaires sur le rapport annuel et la mise à jour de l'appel à l'action du Forum sont disponibles à l'adresse suivante : <https://forumforag.com/call-to-action-progress/>.



L'intergroupe « Biodiversité, chasse, campagne » démarre avec un fort soutien

Le 20 mars dernier, l'Intergroupe « Biodiversité, chasse, campagne » a tenu à Strasbourg sa première réunion pour cette législature, réaffirmant son rôle de plateforme clé au sein du Parlement européen pour les voix rurales. La réunion s'est concentrée sur l'élection de la direction de l'Intergroupe et sur la définition des priorités pour les années à venir.

Le député européen Juan Ignacio ZOIDO (Espagne, PPE) a été élu président. Un accord a également été trouvé sur la liste initiale des membres du Conseil d'administration : Alex Agius SALIBA (Malte, S&D), Isabel BENJUMEA (Espagne, PPE), Herbert DORFMANN (Italie, PPE), Pietro FIOCCHI (Italie, ECR), Céline IMART (France, PPE), Stefan KÖHLER (Allemagne, PPE), Christine SINGER (Allemagne, Renew Europe), Riho TERRAS (Estonie, PPE).

Après son élection, le député ZOIDO a déclaré : « Je suis fier de diriger cet intergroupe fort et diversifié, qui rassemble des députés de différents États membres et groupes politiques, assurant ainsi une large représentation des intérêts ruraux. Avec un conseil d'administration équilibré et dynamique, nous sommes prêts à défendre et à promouvoir les valeurs et les traditions des campagnes européennes ».

La Fédération européenne pour la chasse et la conservation (FACE) et ELO étaient présentes à la réunion en tant que co-secrétariat de l'Intergroupe. Un programme de travail provisoire pour l'Intergroupe a été approuvé par les députés européens présents.

Dr. Jurgen TACK, secrétaire général d'ELO, a déclaré : « La nomination du conseil d'administration de l'Intergroupe marque un



moment crucial pour les zones rurales d'Europe. En tant que seule plateforme dédiée à la défense des campagnes, l'Intergroupe doit combler le fossé entre les décideurs politiques et les gestionnaires terriens. Ensemble, nous devons veiller à ce que les voix rurales soient entendues et à ce que les politiques soutiennent ceux qui protègent nos terres, notre sécurité alimentaire et notre biodiversité ».

Dr. David SCALLAN, secrétaire général de la FACE, a déclaré : « Avec le soutien de plus de 100 députés européens issus de l'ensemble du spectre politique, cet intergroupe constituera une plateforme essentielle pour discuter d'une série d'initiatives politiques liées à l'environnement, à la chasse durable et à l'utilisation des terres au sein du Parlement

européen. Nous continuerons à soutenir des discussions ouvertes et constructives entre les décideurs politiques, la Commission européenne et les principales parties prenantes afin de promouvoir le rôle crucial des communautés rurales dans les politiques européennes ».

Avec un mandat fort et un large soutien, l'Intergroupe « Biodiversité, chasse, campagne » est destiné à être une plateforme importante pour débattre des politiques qui ont un impact sur la campagne, la conservation et les moyens de subsistance ruraux à travers l'Europe.

Pour plus d'informations :
www.elo.org et <https://www.biodiversityhuntingcountryside.eu/>

**Downlisting the Wolf:
A way forward for the EU**

ONLINE - Zoom
9 April 2025
15:30-17:00

Transformer la conservation passive de la nature en une gestion active : conversation avec Pille LIGI

Pille LIGI est une avocate passionnée de la gestion de la nature. En tant que directrice du Fonds pour la nature des propriétaires fonciers, elle a consacré ces trois dernières années à la promotion de la protection privée de la nature et à la diffusion des actions privées menées par les propriétaires fonciers dans ce domaine en Estonie. Elle est membre du conseil d'administration de 'Sihtasutus Loodushoiu Fond', en Estonie, et membre du comité directeur de 'Wildlife Estates', ainsi que directrice de projet de 'WESEM Erasmus'.



Pille se décrit comme : « Portée par le désir de mettre en relation différentes personnes et la sylviculture, de trouver les meilleures solutions possibles pour un changement positif, je peux voir les perspectives de développement potentiel de la mise en œuvre de nouvelles idées aujourd'hui, pour l'avenir. Mes capacités d'initiative, mon sens pratique créatif et mon intérêt pour l'optimisation guident mes pas ».

CountrySide Magazine: Pille, parlez-nous des principaux objectifs du projet WESEM.

Pille LIGI : Le projet WESEM (« Wildlife Estates and Land Ethic Mentorship ») me tient particulièrement à cœur. Notre objectif principal est de transformer la façon dont les propriétaires terriens abordent la conservation de la nature. Au lieu d'être des observateurs passifs, nous voulons que la société les considère comme des gardiens gentils et éthiques, mais néanmoins actifs, de leurs terres. Nous améliorons donc la biodiversité et promovons des idées pratiques durables par le biais de la formation professionnelle.

CountrySide Magazine: Comment WESEM intègre-t-il l'EPF pour promouvoir une gestion éthique et durable des terres ?

Pille LIGI : Nous avons analysé les lacunes dans les programmes d'enseignement de la sylviculture et de l'agriculture et nous avons créé des modules de formation spécialisés pour les étudiants et les professionnels de la sylviculture, de l'agriculture et des sciences de l'environnement. La loi sur la restauration de la nature ayant été votée, nous avons conçu le cours de manière à ce que les propriétaires fonciers sachent comment restaurer, et pas seulement conserver. Il ne s'agit pas seulement de transmettre des connaissances ; il s'agit de les doter de compétences pratiques qu'ils pourront utiliser pour conseiller les propriétaires fonciers sur la gestion éthique des

terres. Il est incroyablement gratifiant de voir comment cette éducation peut changer les perspectives et inspirer l'action.

CountrySide Magazine : Quels sont les éléments clés des modules de formation de WESEM, allez-vous vraiment les guider pour qu'ils sèment différemment ?

Pille LIGI : Nous développons et testons le contenu et les plateformes de formation, nous créons des outils pratiques pour la gestion des terres et nous établissons un solide réseau de mentorat. L'outil pratique comprend une base de données avec des recommandations. Les propriétaires fonciers se demandent souvent s'il est possible de parcourir 10 ou 100 mètres. Nous organisons également des ateliers afin de favoriser la création d'une communauté de personnes partageant les mêmes idées et passionnées par la gestion de la nature.

CountrySide Magazine: Comment les micro-crédits jouent-ils un rôle dans le programme de formation de WESEM ?

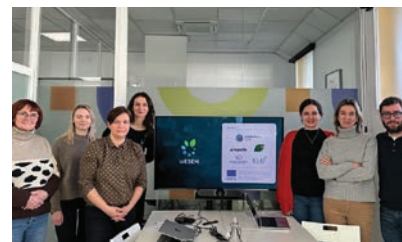
Pille LIGI : Les micro-crédits sont un moyen fantastique de reconnaître et de valider les compétences et les connaissances acquises par nos participants. Supposons que Scotland landowner souhaite acquérir des connaissances en matière de restauration de la nature. Le syndicat des propriétaires terriens pourrait s'adresser à une école de formation professionnelle et lui demander de copier l'étude du microcrédit pour l'enseigner à l'école. À la fin du programme d'études, le propriétaire foncier possède un microcrédit dans le domaine des sciences de l'environnement et peut postuler pour une certification en restauration. Il s'agit d'une preuve portable et partageable de leur expertise, qui peut être combinée à des qualifications plus importantes.

CountrySide Magazine : Comment le modèle de mentorat contribue-t-il au transfert de connaissances ?

Pille LIGI : Le mentorat est au cœur de WESEM. En mettant en relation des profes-



Étudiants WESEM



Équipe WESEM

sionnels expérimentés avec des stagiaires et des propriétaires fonciers, nous facilitons l'échange d'expériences pratiques et de bonnes pratiques. Il s'agit d'une voie à double sens où les mentors et les mentorés apprennent et se développent. Ce modèle garantit que les connaissances acquises ne sont pas seulement théoriques, mais qu'elles sont appliquées dans des scénarios du monde réel. Il s'inspire en fait de la 'Sand County Foundation' aux États-Unis, où un propriétaire foncier conseille un autre propriétaire foncier. C'est la source d'information à laquelle nous croyons.

CountrySide Magazine : Quel rôle le label 'Wildlife Estate' et ses critères jouent-ils dans la promotion de la gestion durable des terres ?

Pille LIGI : Le label 'Wildlife Estate' est l'occasion de prouver que les idées et les connaissances acquises par les propriétaires fonciers ont été mises en pratique et récompensées par ce label, qui témoigne de leurs pratiques durables. C'est une façon de célébrer et de promouvoir l'excellence en matière de gestion de la nature.

CountrySide Magazine : Comment WESEM s'assure-t-il que le contenu de la formation reste accessible et conforme aux normes européennes ?

Pille LIGI : Nous donnons la priorité à l'accessibilité en développant des plateformes d'apprentissage en ligne et des outils pratiques. Nos réseaux de mentorat renforcent encore cette accessibilité. En adhérant aux normes d'assurance qualité et en intégrant les micro-crédits dans les cadres nationaux de qualifications, nous nous assurons que notre contenu est pratique et aligné sur les normes européennes.

Pour plus d'informations :
Pille LIGI, Juhatuse liige, Loodushoiu Fond,
www.loodushoiufond.ee

Politiques et bonnes pratiques dans la sylviculture des tourbières - exemple finlandais

Le vendredi 24 janvier, EUKI (European Climate Initiative), ELO et l'Association finlandaise des propriétaires terriens ont organisé un événement commun intitulé « Politiques et bonnes pratiques dans la foresterie des tourbières » dans le nord de la Finlande, à Oulu. L'événement a donné lieu à de nombreuses présentations intéressantes sur la manière d'améliorer l'impact environnemental de l'utilisation des tourbières dans les forêts du nord de la Finlande.

Mikael LILIUS, ELO

Après un copieux déjeuner au confortable Manoir Maikkula, situé juste à l'extérieur de la ville d'Oulu, l'événement a été lancé par Kimmo COLLANDER, de l'Association finlandaise des propriétaires terriens. Pour commencer, il a énoncé des vérités désormais évidentes : l'assèchement des tourbières à des fins d'exploitation forestière est un fait historique, parfois très réussi, parfois moins - mais nous comprenons aujourd'hui beaucoup mieux l'impact sur le climat qu'auparavant. La question est donc de savoir quelles sont les meilleures pratiques à adopter à l'avenir en termes de climat et de biodiversité.

Pour commencer à esquisser la réponse à cette question, le décor a été planté par la première présentation de la journée, celle d'Elsi KATAINEN, députée européenne du groupe Renew. Elle a donné un aperçu de la réglementation de l'UE sur les tourbières et l'espace forestier, notant que l'UE dispose de plus de 70 instruments réglementaires concernant l'utilisation des forêts. Compte tenu de l'importance des tourbières et des forêts, et des objectifs climatiques de l'Union, l'UE ne peut que continuer à s'intéresser à ce domaine.

Après avoir abordé les aspects politiques et réglementaires de la question, l'événement a pris une orientation très pratique. Hannu HÖKKÄ, de l'Institut des ressources naturelles de Finlande (LUKE), a présenté un aperçu instructif, basé sur des données, de l'évolution des tourbières finlandaises. L'assèchement des tourbières pour la sylviculture a commencé dès les années 1860 et est passé à la vitesse supérieure dans les années 1960 avec le soutien des programmes financés par la Banque mondiale pour convertir les tourbières humides en exploitation forestière. Après avoir examiné les trajectoires historiques et présenté les nouvelles perspectives environnementales, M. HÖKKÄ a formulé un certain nombre de suggestions très pratiques concernant les techniques de coupe visant à minimiser l'impact des émissions des tourbières boisées.

L'événement s'est poursuivi par un examen des aspects des tourbières liés à l'eau. Après tout, c'est le niveau de l'eau qui est



Taina IHAKSI du Baltic Sea Action Group interviewée par Kimmo COLLANDER de l'Association finlandaise des propriétaires terriens

au cœur de l'impact des tourbières sur le climat. Taina IHAKSI, du Groupe d'action pour la mer Baltique (BSAG), a donné aux participants un aperçu des problèmes liés à l'assèchement des tourbières tel qu'il a été réalisé historiquement et a suggéré un certain nombre d'améliorations pratiques et d'alternatives pour gérer le flux d'eau des zones de tourbières afin d'améliorer la biodiversité, les impacts climatiques et le bien-être des cours d'eau en aval.

L'événement s'est terminé en revenant sur la question fondamentale de l'utilisation des terres finlandaises, à savoir la sylviculture. Après tout, la Finlande est essentiellement une grande forêt parsemée de villes et de lacs. Heikki SUVANTO, de la société d'engrais Rakeistus, a tout d'abord présenté en détail les engrais à base de cendres spécialisés pour les tourbières, ainsi que les conditions optimales pour leur utilisation. Une fertilisation adéquate permet d'optimiser la croissance des arbres et donc de maximiser la capture du carbone dans les arbres.

Puis, pour couronner le tout et faire comprendre pourquoi tout cela est important, Tapio KYLMÄNEN, de l'association de gestion forestière de la région d'Oulu, a détaillé les problèmes très concrets auxquels les gestionnaires forestiers sont confrontés en raison du réchauffement climatique. Les tourbières boisées constituent un défi pour la gestion forestière en raison de la mollesse du sol. Ce problème est généralement atténué par la mise en œuvre d'actions de gestion soit pendant le froid de l'hiver, soit pendant la période sèche du milieu de l'été. Le climat continuant à se réchauffer, les hivers deviennent plus doux et plus courts, tandis que les étés deviennent plus pluvieux et plus humides. Ces deux phénomènes réduisent les possibilités d'une gestion efficace des forêts, ce qui rend plus difficile une gestion rentable de ces zones.

Il en résulte une perspective inquiétante : si aucune mesure n'est prise, les tourbières boisées deviendront-elles impropres à une utilisation productive dans l'avenir ?

Accord UE-Mercosur : Ne Rêve Pas Que Ce Soit Fini

En fin de compte, le sort de l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur, récemment scellé, ne concernera pas le bœuf, la volaille ou le sucre. Il dépendra de l'habileté avec laquelle l'UE naviguera dans des courants politiques difficiles au cours des cinq prochaines années.

Par John CLARKE, ancien directeur des relations internationales à la Commission européenne et négociateur commercial de haut niveau de l'UE. Il a précédemment dirigé la délégation de l'UE auprès de l'OMC et des Nations unies à Genève.

Si l'on considère que toutes les grandes négociations commerciales méritent leur propre générique, quoi de mieux pour l'accord commercial du Mercosur que la grande chanson de 'Crowded House, Don't Dream It's Over' ?

Car ce n'est certainement pas le cas.

L'annonce par les souriants chefs d'État sud-américains et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der LEYEN, de la conclusion des négociations d'un accord de partenariat entre l'UE et le Mercosur ne marque que le début d'un processus long et douloureux qui aboutira à la ratification de l'accord au plus tôt en 2026. Il est donc prématuré de sabler le champagne ou de boire des caiparinhas.

Une route longue et sinueuse

Voyons maintenant le chemin à parcourir. L'accord conclu - qui couvre également la coopération politique et l'aide au développement ainsi que le libre-échange - a été conclu politiquement vendredi (6 décembre). Cette étape signifie simplement que les deux parties ont convenu que les négociations étaient terminées et que le texte était stable. Place aux photographes. C'est la deuxième fois que l'accord est conclu. Cet auteur était présent la première fois lorsque les ministres du Mercosur et les commissaires de l'époque, Cecilia MALMSTRÖM et Phil HOGAN, se sont donné l'accolade au 12e étage du Berlaymont, à Bruxelles, à l'issue d'un ultime marchandage nocturne sur les quotas de bœuf et de sucre. Oui, même HOGAN et MALMSTRÖM se sont donné l'accolade... notez la date : 28 juin 2019.

Perdu dans la traduction

L'étape suivante est le « nettoyage juridique », suivi de la traduction de l'accord dans toutes les langues de l'UE.

Le contrôle juridique est en grande partie effectué, étant donné que la majeure partie du texte a été adoptée il y a cinq ans, et que le protocole sur le développement durable, récemment ajouté, a également fait l'objet d'un examen juridique.

Mais la traduction prendra quatre à cinq mois, même avec l'aide d'un ordinateur : le service de traduction de la Commission est notoirement réticent à toucher un document qui n'est pas aussi impeccable qu'un nouveau-né.

Si l'on ajoute à cela les allers-retours entre Bruxelles et les capitales du Mercosur pour aligner les versions anglaise, espagnole et portugaise, on peut prédire que l'accord ne sera prêt à être adopté par la Commission qu'au deuxième trimestre 2025 au plus tôt. C'est alors que les choses sérieuses commenceront.

C'est un piège à rats

La Commission approuvera l'accord, mais il s'agira là d'un test précoce et majeur de collégialité. Plusieurs commissaires devront laisser leur passeport à la fameuse porte et voter ou s'abstenir sur un accord auquel les pays qu'ils ont nommés sont farouchement opposés.

En envoyant l'accord aux États membres, la Commission devra décider si elle le maintient en tant qu'accord unique incluant la coopération politique, ou si elle sépare la capsule commerciale de l'accord Mercosur du navire-mère.

L'accord dans son ensemble doit être ratifié par tous les parlements des États membres et par certains parlements régionaux. Pour éviter une répétition de la débâcle de l'accord CETA avec le Canada, qui n'a toujours pas été ratifié par les États membres et se trouve donc dans une position précaire, la Commission pourrait chercher à accélérer l'adoption de la capsule commerciale en tant qu'accord « réservé à l'UE » afin de contourner l'approbation par les législatures nationales. Il a fallu deux ans à la Commission pour décider de procéder de la sorte avec l'ALE avec Singapour.

Pour cet auteur, il est clair que la Commission doit proposer une scission, car c'est le seul moyen d'adopter l'ALE de notre vivant. Mais la décision est controversée et les groupes de pression et les opposants peuvent facilement la qualifier d'antidémocratique. Le parlement Wallon sera en colère !

Beaucoup de batailles sont perdues... beaucoup de batailles sont gagnées

Passons au Conseil. Lorsqu'ils recevront le texte de l'accord, plusieurs États membres de l'UE seront ambivalents à l'égard d'une scission, étant donné le risque d'une réaction interne. Dernière ironie du sort, la décision de scinder l'accord, parce qu'elle empiète sur les compétences politiques nationales, doit être prise à l'unanimité par le Conseil.

Les États membres qui s'opposent à l'accord - la France, la Pologne, l'Autriche, les Pays-Bas et peut-être la Belgique - auront du mal à accepter une scission qui ne ferait qu'accélérer l'entrée en vigueur d'un accord dont ils prétendent ne pas vouloir. Il s'agit d'un cercle vicieux classique, qui n'est pas sans rappeler l'exigence d'un consensus au sein de l'Organisation mondiale du commerce pour déroger à la règle du consensus !

Il est vraiment difficile de voir comment le Conseil approuvera l'accord à moins que ce groupe d'États membres - qui ne sera pas en mesure de réunir une minorité de blocage - ne fasse preuve d'un véritable sens politique et n'admette ce qu'il sait déjà au fond de lui : que l'accord de libre-échange du Mercosur lui sera bénéfique sur le plan économique et qu'il constitue une nécessité géopolitique dans un monde où l'Europe a de moins en moins d'influence. L'abstention pourrait être leur carte de sortie...

Dans le meilleur des cas, les accords scindés recevront la bénédiction du Conseil à l'automne 2025 avant d'être envoyés au Parlement européen pour avis conforme.

La France et d'autres pays auront besoin d'importantes mesures de sauvegarde pour accepter l'accord à l'avenir : au minimum un engagement explicite à mettre en œuvre sérieusement le chapitre sur la durabilité, une vérification indépendante de cet engagement, la possibilité de débrancher l'accord si les choses tournent mal, ET de l'argent pour tous les agriculteurs touchés par l'accord. Tous les regards seront alors tournés vers le cadre financier pluriannuel 2027, dont la préparation commencera au début de l'année 2025, pour voir si des fonds sont prévus pour les agriculteurs.

Et n'oublions pas les États du Mercosur eux-mêmes, qui devront une fois de plus se contenter d'être des spectateurs patients. Ils devront mettre en balance leur impatience d'obtenir le plus rapidement possible les concessions commerciales qu'ils ont obtenues, ce qui n'est possible qu'avec une scission, et leur crainte que l'accord de coopération politique soit relégué aux oubliettes ou qu'il languisse pendant des années dans les parlements nationaux.

Le Mercosur a besoin de ce volet de coopération pour contribuer à la mise en œuvre des règles de durabilité onéreuses de l'accord commercial. Il aura donc besoin de garanties et d'un calendrier précis pour l'adoption de

l'accord de coopération politique en même temps que l'accord de libre-échange dérivé.

Les garçons sont de retour en ville

Ce processus tortueux se déroulera sur fond de protestations bruyantes des agriculteurs dans toute l'Union européenne contre l'assaut présumé des importations de bœuf, de sucre et de volaille du Mercosur.

Le principal groupe de pression agricole européen, le Copa-Cogeca, a déjà prédit - certains diraient même menacé - des manifestations dès aujourd'hui à l'extérieur du Conseil et au-delà. C'est neuf mois trop tôt, mais c'est un avant-goût de ce qui nous attend aux principaux points d'étranglement en 2025 et au-delà.

Je prévois des protestations véhémentes au début de l'année prochaine, lorsque l'organe consultatif du nouveau commissaire à l'agriculture commencera à se réunir. L'accord du Mercosur risque malheureusement d'entraîner d'emblée le travail de cet organe et de contaminer le plan directeur des 100 jours pour l'agriculture du commissaire Hansen.

Les sentiments anti-Mercosur pourraient également entraver les tentatives de la Commission de conclure des accords de libre-échange avec l'Australie, l'Inde et d'autres pays.

Et si un mariage de convenance émerge - une fois de plus - entre les groupes agricoles cherchant à stopper les importations et les ONG faisant campagne contre la déforestation ou les normes de production moins strictes dans les pays du Mercosur, le Parlement européen sera confronté à un débat angoissant de six mois avant de voter pour ou contre l'accord à Strasbourg. Les députés européens ne peuvent pas l'armer.

Tout cela est dramatique alors que les importations de produits sensibles ne représentent qu'une infime partie de la consommation de l'UE. Tout cela alors que l'application aux exportations du Mercosur du nouveau règlement de l'UE sur la déforestation et de la directive sur le devoir de diligence des entreprises en matière de développement durable mettra un terme aux engagements précédemment controversés de l'accord en matière de développement durable.

Ce n'est pas fini tant que ce n'est pas fini

Lenny KRAVITZ a compris la dynamique des accords commerciaux. Nous sommes donc à la fin de l'année 2025. Comment le Parlement va-t-il réagir ? Comme toujours, la clé est détenue par le Parti populaire européen, le parti autoproclamé des agriculteurs, dont le leader a pourtant loué hier l'accord comme étant bon pour l'Europe.

On espère que le PPE restera positif, dans l'attente que l'autre grand groupe du Parlement, le S&D de centre-gauche, soit divisé, que le parti centriste Renew Europe reste le même, tandis que le parti de droite ECR est largement en faveur de l'accord.

Le Mercosur sera un test sérieux de la façon dont le Parlement concilie sa vocation pro-croissance et pro-compétitivité avec ses impulsions populistes et protectionnistes. Un conflit que l'on retrouvera dans la plupart des travaux du Parlement pour le reste de son mandat.

Qui sait où va le temps

Une dernière ligne musicale - la chanson que je veux à mon enterrement.

Toujours optimiste, je continue à penser qu'il est possible que l'accord du Mercosur entre en vigueur au milieu ou à la fin de l'année 2026, si la Commission le présente honnêtement comme nécessitant des compromis, comme toutes les politiques difficiles, et si les États membres de l'UE donnent la priorité à la valeur politique de l'intégration avec la sixième plus grande économie et région démocratique du monde.

En ce qui concerne les concessions commerciales, qui seront introduites progressive-

ment sur une période de sept ans, leur pleine application est prévue entre 2033 et 2035.

En fin de compte, le sort de l'accord ne sera pas lié au bœuf, à la volaille ou au sucre - il s'agit là d'indicateurs.

Il dépendra plutôt de l'habileté avec laquelle l'UE naviguera dans des courants politiques difficiles au cours des cinq prochaines années, de la force des arguments qu'elle avancera pour cimenter ses relations avec l'Amérique du Sud à une époque où l'hostilité de la Chine et le manque de fiabilité des États-Unis ne cessent de croître, et du fait que nos sociétés continueront de croire en la légitimité démocratique de l'UE et en son pouvoir de faire le bien.

Cet article a été publié dans le journal Bordeaux - nouvelles et analyses sur la politique commerciale en Europe, le décembre 2024. Pour plus d'informations : www.borderlex.net

Le Déméter 2025

SOUS LA DIRECTION DE SÉBASTIEN ABIS ET LA COORDINATION D'ANAÏS MARIE
25 €



En vente sur iris-france.org
et sur CAIRN
Parution le 20 février 2025

Alors que s'ouvre un nouveau quart de siècle, le champ des possibles d'ici 2050 est aussi imprécis qu'illimité. Devrions-nous, dès lors, en décréter son illisibilité ? L'affirmative serait chose facile, d'autant que les dérèglements géopolitiques et climatiques en cours peuvent nous emporter vers le pessimisme et l'immédiateté. Quand tout semble vaciller et aller plus vite, nos regards se détournent de l'essentiel. Or voir au loin est nécessaire, et pour ce faire, il faut voir tôt. 2050, c'est déjà demain, et les enjeux alimentaires et agricoles occuperont une place toujours centrale : davantage de personnes à nourrir, d'appétits et

de profils différenciés chez les acteurs qui rythmeront la marche mondiale, de défis productifs à résoudre et d'ingéniosité à déployer. Sur ces terrains stratégiques, les déterminations, les compétitions et les tensions ne manqueront pas de s'amplifier.

Afin d'aller de l'avant et de préparer ces lendemains sans qu'ils déchantent inévitablement, la prise de recul s'avère indispensable. Nourrir 2050 ne sera pas uniquement l'affaire de systèmes agricoles et alimentaires qui devront être à la hauteur. Il s'agit aussi de cette capacité de réfléchir autrement, de combiner des analyses, des idées et des expériences, de comprendre que la complexité nous impose modestie et motivation, de s'ouvrir pour penser, de penser pour agir et d'agir pour progresser.

Cette 31^e édition du Déméter embarque pour le lointain, dans une série de futurs possibles et contradictoires, pour que les fictions alimentaires puissent dialoguer avec les réalités agricoles.

- 12 chapitres analytiques et prospectifs
- Des focus géoéconomiques, agricoles et agroalimentaires
- Des cartes, infographies et statistiques mondiales

Futur cadre financier pluriannuel de l'UE

lettre conjointe de la chaîne agroalimentaire

Le 25 février dernier, 28 organisations de la chaîne agroalimentaire, dont ELO, ont envoyé une lettre concernant le futur cadre financier pluriannuel de l'UE au Président VON DER LEYEN et au Commissaire SERAFIN.

Dans le cadre de la préparation des prochaines propositions de la Commission sur le cadre financier pluriannuel (CFP) de l'Union pour la période postérieure à 2027, les organisations soussignées souhaitent attirer votre attention sur certaines questions particulières.

Les orientations politiques pour la Commission européenne 2024-2029 et votre discours devant le Parlement européen en juillet dernier ont clairement reconnu et souligné l'importance et la pertinence de l'agriculture, des zones rurales et de l'alimentation pour l'Europe, son économie et ses citoyens.

Dans le contexte de votre déclaration « (...) je défendrai une politique européenne des revenus pour les agriculteurs européens et veillerai à ce que le budget de l'UE et notre politique agricole commune soient ciblés » et compte tenu de la publication prochaine de la Vision de la Commission pour l'avenir de l'agriculture et de l'alimentation de l'UE, nous voyons avec inquiétude les idées de réaffectation possible des dépenses de l'UE au sein d'un Fonds unique qui, si elles sont suivies, transformeraient complètement la structure et la gouvernance du prochain CFP et de la politique agricole commune (PAC).

Bien que le principe de simplification soit soutenu par nos organisations, nous craignons que les changements envisagés, s'ils sont introduits, n'apportent ni simplicité ni réduction de la bureaucratie pour les raisons suivantes :

- L'idée d'une simplification et d'une flexibilité accrues, qui implique la réaffectation des dépenses de l'UE au sein d'un Fonds unique et avec des plans nationaux pour tous les fonds, est contraire au ciblage du soutien nécessaire dans certains domaines politiques clés, en particulier la politique agricole commune (PAC). Établie en 1962 et financée par le budget de l'UE, la PAC fonctionne comme un partenariat entre la société, le secteur agricole et la chaîne agroalimentaire.

Elle apporte une valeur ajoutée à l'UE en garantissant un approvisionnement alimentaire stable et des prix abordables pour les consommateurs, en soutenant les revenus des agriculteurs, en assurant la durabilité économique, environnementale et sociale et en contribuant au dynamisme des zones rurales.

- Cet exercice aurait des conséquences désastreuses pour le secteur agricole de l'UE, entraînerait plus de complexité et d'incertitude pour nos 9 millions d'agriculteurs et mettrait en péril la stabilité et la performance de la chaîne agroalimentaire de l'UE, en augmentant les différences entre les États membres et en entraînant la fragmentation du marché unique, l'un des éléments constitutifs de l'UE et des plans directeurs clés pour la période 2024-2029.
- Elle compromettrait également l'approche d'investissement pluriannuel si nécessaire pour que les agriculteurs améliorent leur compétitivité et deviennent plus durables, tout en contribuant à la stabilité et à la durabilité de la chaîne agroalimentaire.
- Cette idée serait également en contradiction avec le récent rapport du Dialogue stratégique pour l'avenir de l'agriculture européenne qui appelle non seulement à un « budget dédié à la PAC » mais aussi à des fonds séparés (et individuels) pour une transition agricole (AJTF) et la restauration de la nature, en dehors de la PAC.
- Enfin, et surtout, sur la base de l'expérience des plans stratégiques nationaux de la PAC, la préparation de « plans nationaux uniques » rationalisés pour tous les fonds de l'UE, suivie de l'examen, de l'analyse, de la présentation d'observations aux États membres, de la réception de plans modifiés, d'une nouvelle analyse et de l'approbation finale de ces plans uniques par les services de la Commission représenterait une tâche aux proportions gigantesques, susceptible de durer très longtemps et d'être très contraignante.

Selon nous, un budget accru et dédié à la PAC reste fondamental pour assurer la compétitivité, la sécurité alimentaire, la durabilité équilibrée, pour garantir un revenu décent aux agriculteurs et pour assurer la stabilité et la performance économique du secteur agroalimentaire de l'UE.

En outre, et compte tenu des tensions géopolitiques actuelles et de leur impact sur l'économie, nous demandons l'inclusion, dans le CFP, d'un mécanisme flexible permettant d'ajuster les crédits engagés à l'inflation réelle observée (et non à l'inflation projetée).

Le caractère commun et le soutien adéquat de la PAC, l'une des politiques les plus anciennes et les mieux établies de l'UE, devraient être maintenus et préservés en tant que moteur d'un secteur agricole et agroalimentaire résilient et durable, afin de garantir une compétitivité équitable au sein d'un marché commun européen, d'assurer la sécurité alimentaire de l'UE et de maintenir des zones rurales dynamiques.

Toute proposition visant à démanteler ce cadre porterait atteinte aux valeurs fondamentales de l'UE et mettrait en péril son unité et son avenir.

Nous espérons que vous tiendrez compte de ces préoccupations lors de la préparation de la proposition pour le prochain CFP.



Forum for the Future of Agriculture 2025 Annual Conference



Exploring new frontiers for agri-food system transformation

Tuesday, April 1, 2025
09:00 - 17:00 (CET)

The Forum for the Future of Agriculture Annual Conference will be held on Tuesday, April 1, 2025, consisting of inspirational talks, live broadcasts, moderated panel discussions and dialogues, interactive interventions, and networking opportunities.

The Forum is proud to present a lineup of exceptional speakers for this year's Annual Conference!



















They will all bring their own experiences to discuss a range of topics including:

- Geopolitics, the reality of our fears
- Financing the transition - climate, nature and farm profitability
 - Implementing the transition - what will make the difference
- Innovation for a profitable, climate-smart and nature positive agri-food system
- The future vision for agriculture in Europe

We are looking forward to taking forward the dialogue and to engage with you all.

To discover the latest agenda and speakers visit www.forumforag.com

Currently confirmed speakers

 Tobias Bandel Co-founder, The Landbanking Group	 Grzegorz Brodziak Farmer & CEO Goodvalley, Poland & President of the Management Board, Polska Federacja Rolna	 Fred Buyle Freeriving World Record Holder, explorer and photographer	 Ranveer Chandra General Manager in M365 Copilot & Chief Technology Officer of Agri-Food, Microsoft	 Morgan Després Executive Director International Finance, Economy & Nature Programmes, European Climate Foundation
 Prof. Dr. Harald Grethe Director, Agora Agrar	 Tassos Haniotis Special Advisor for Sustainable Productivity, Forum for the Future of Agriculture; Senior Guest Research Scholar, IIASA	 Christophe Hansen Commissioner for Agriculture and Food, European Commission	 Deanna Kovar President of Worldwide Agriculture and Turf, Small Ag and Turf, Europe, Africa, and Asia, John Deere	 Jörg-Andreas Krüger President, NABU
 Petra Laux Chief Sustainability Officer & Head Sustainability and Corporate Affairs, Syngenta	 Mike Massimino NASA Astronaut and Professor of Mechanical Engineering, Columbia University	 Mairéad McGuinness Former First Vice President, EU Commission for Financial Services & CMU	 Katie McRobert Executive Director, Australian Farm Institute	 Janez Potočnik Chair ForumforAg and Chairman RISE Foundation
 Jurgen Tack Secretary General, European Landowners' Organization	 Bart Vandewaetere Vice-President ESG Engagement, Nestlé Europe	Confirmed moderators	 Rose O'Donovan Journalist & Editor AgraFacts	 Stephen Sackur International Broadcast Journalist

Founding & Strategic partners



Supporting partners

